

Ford Aquitaine Industries : demande d'une réunion d'urgence avec Bruno Le Maire

Par Jean-Philippe Déjean | 05/02/2019, 10:42 | 402 mots



L'intersyndicale recherche désormais une nouvelle option impliquant les pouvoirs publics, le repreneur sur les rangs ne se montrant pas rassurant. (Crédits : J. Philippe Déjean) Réunie en assemblée générale hier lundi 4 février, l'intersyndicale de Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde), qui se bat pour maintenir une activité dans cette usine automobile que Ford veut fermer cet été, en appelle aux pouvoirs publics pour trouver une solution alternative. La rencontre des syndicalistes organisée avec les dirigeants du groupe Punch, seul repreneur sur les rangs, n'ayant rassuré personne.

Les membres de l'intersyndicale CFE-CGC, FO, CGT de Ford Aquitaine Industries (FAI) à Blanquefort (Gironde), usine spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, se sont rendus ce vendredi à Strasbourg pour y rencontrer ([comme l'avait annoncé La Tribune](#)) les dirigeants du groupe Punch, candidat à la reprise de FAI. Ils en sont revenus plutôt déprimés.

Le groupe Punch a les compétences nécessaires pour reprendre FAI puisqu'il gère à Strasbourg une usine de fabrication de boîtes de vitesses pour le compte de General Motors. Son premier grand problème, c'est le temps. Comme l'observent des connaisseurs de ce secteur d'activité, il faut du temps pour trouver les clients industriels susceptibles de s'engager auprès de l'usine de Blanquefort dans la perspective du départ de Ford, qui doit fermer cette filiale en août 2019. Dans sa décision du lundi 28 janvier la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) de Nouvelle-Aquitaine a demandé au groupe Ford de [revoir la copie de son PSE](#), ce qui va au mieux renvoyer la validation de ce dernier à fin février.

L'intersyndicale à la recherche d'un plan B

Ce laps de temps supplémentaire offert par la décision de la Direccte, les dirigeants du groupe Punch le jugent insuffisants. D'autant qu'en montrant qu'il ne veut pas de ce projet de reprise, Ford n'encourage pas d'éventuels clients à se lancer dans l'aventure. Encore plus inquiétant : les dirigeants de Punch sont allés jusqu'à évoquer un ralentissement du marché automobile.

"Punch travaille toujours sur le projet, mais au terme de cette rencontre à Strasbourg nous allons demander une réunion d'urgence avec le ministre Bruno Le Maire et les élus locaux. Parce que là ça ne va plus!" souligne à La Tribune Gilles Lambersend, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise de Ford Aquitaine Industries.

Autrement-dit le projet porté par Punch ne convainc plus vraiment l'intersyndicale, qui réclame désormais l'élaboration et l'application d'un plan B où se retrouveraient tous les acteurs du dossier, de Bordeaux Métropole à la Région en passant par les services de l'Etat. Le comité d'entreprise extraordinaire programmé ce jeudi 7 février à Ford Aquitaine Industries entre normalement dans la nouvelle séquence d'information des salariés dans le cadre de la correction de la première mouture du PSE. Il sera l'occasion pour l'intersyndicale de rappeler son mécontentement.